

Recommandations nationales de la Communauté de
pratique sur l'Accès à l'information de qualité sur les
DSSR au Burkina Faso

Compilé par : Zalissa BANDE
Coordonnatrice de Share-Net Burkina Faso

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ABBREVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
1. INTRODUCTION A LA COMMUNAUTE DE PRATIQUE SUR « L'ACCES A L'INFORMATION DE QUALITE SUR LA DSSR »	5
1.1. Présentation	5
1.2. Présentation des membres de la Communauté de pratique	5
2. Brève revue de l'Etat des lieux des droits Sexuels et reproductifs au BURKINA FASO	6
3. Recommandations de la communauté de pratique	7
3.1. Recommandations au niveau politique	7
3.2. Recommandations sur le plan social et communautaire	8
3.3. Recommandations sur la participation des jeunes	10
3.4. Recommandation pour la recherche et la documentation	11
4. potentiels Utilisateurs des produits de connaissances	12
5. Etude de cas d'une organisation intervenant dans les DSSR	12
5.1. Présentation de la CAPSSR-BF	12
5.2. Objectifs de la CAPSSR-BF	13
5.3. Domaines d'interventions	14
5.4. Moyens d'actions	14
5.5. Groupes techniques	14
5.6. Organisations membres de la CAPSSR	15
5.7. Activités menées par la CAPSSR dans le cadre de la promotion des DSSR	15
5.8. Exemples de bonnes pratiques réalisées par la CAPSSR et quelques Défis rencontrés	16
Conclusion	17

ABBREVIATIONS

DSSR :	Droits en santé sexuelle et reproductive
CDP :	Communauté de Pratique
COP :	Community of Practice
SN-BF :	Share-net Burkina Faso
SNI :	Share-Net International
BF :	Burkina Faso
CAPSSR :	Communauté d'Action pour la Promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive

INTRODUCTION

Share-Net International (SNI) organisera en 2022 sa troisième Conférence internationale de Co Création (CCC), « *S'engager ensemble dans la traduction des connaissances* », organisée par Share-Net Colombie avec le soutien de SNI. Il s'agira d'une séance de travail où les participants travailleront ensemble pour créer des produits de connaissances concrets qui seront utilisés pour influencer les politiques et les pratiques aux niveaux national, régional et / ou mondial. De nombreux participants, y compris des chercheurs, des praticiens et des décideurs, engageront des dialogues sur l'amélioration des Droits et Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR) des populations. La conférence sera en présentielle et en ligne et se tiendra du 04 au 07 juillet 2022. Ce résumé des travaux de la communauté de pratique de Share-net Burkina mettra en évidence l'état des lieux des DSSR au Burkina Faso et les recommandations de la communauté de pratique (CDP) nationale qui seront prises en compte lors de la conférence, pour un meilleur accès aux informations sur les DSSR au Burkina Faso. La conférence a pour objectif de traduire les connaissances et les données probantes en produits que les membres de SNI et d'autres participants peuvent utiliser pour améliorer les politiques et les pratiques autour d'un ou de plusieurs thèmes spécifiques des DSSR. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Présenter des connaissances et des données probantes de pointe sur « *l'accès à des informations de qualité sur la santé et les droits sexuels et reproductifs* »
- Identifier les domaines dans lesquels des changements sont nécessaires et le type de produits et de processus nécessaires pour améliorer les politiques et/ou les programmes ;
- Développer des produits et des contenus conjointement avec des experts en contenu, des rédacteurs professionnels, des spécialistes des médias et des concepteurs visuels ;
- Analyser le cadrage des messages et du langage utilisé dans les produits, en vérifiant le potentiel d'atteindre le public cible ;
- Développer des produits de connaissances concrets pour différents pays et contextes sur la façon d'influencer les processus de changement ;
- Lancer le cycle de petites subventions du SNI qui sera axé sur la mise en œuvre de ces produits de connaissances ; et
- Offrir la possibilité d'apprendre, d'échanger et de réseauter entre et avec les acteurs internationaux sur les DSSR.

1. Introduction à la communauté de pratique sur « l'accès à l'information de qualité sur les DSSR »

1.1. Présentation

Share-Net Burkina Faso en préparation de la conférence de cocréation sur la traduction des connaissances a mis en place une communauté de pratique nationale. L'objectif est de s'assurer que les preuves, les informations, les données réelles et les défis rencontrés sur le terrain sont abordés tout au long du processus de la conférence de cocréation et que des solutions pratiques sont développées et peuvent être mises en œuvre après la conférence. Ensemble, ils ont examiné le contexte de l'accès aux informations de qualité sur les DSSR au Burkina et recommandent des actions et des solutions pour combler les lacunes et appliquer les connaissances à de meilleures politiques et pratiques en faveur des DSSR. Au niveau pays, le sous-thème retenu est « **l'accès à une information de qualité sur les DSSR dans un contexte de crise sécuritaire au Burkina Faso** ». Ce thème est des plus pertinents dans le contexte du Burkina Faso compte tenu du contexte d'instabilité politique, sanitaire et sécuritaire à laquelle le pays est confrontée depuis des années.

1.2. Présentation des membres de la Communauté de pratique

Identité	Profil
Dr. Nathalie SAWADOGO	Enseignante Chercheuse. Responsable de l'Unité de Recherches en Population et Santé à l'Institut Supérieur des Sciences et de la Population de l'Université Joseph Ki Zerbo
Christophe OUEDRAOGO	Responsable des DSSR des jeunes à Save the Children International Burkina
Lydia TAPSOBA	Conseillère santé, Droits sexuels reproductifs et genre à l'Ambassade des Pays-Bas au Burkina Faso
Maïrama DIALLO	Chargée des DSSR des jeunes, à la Direction de la Santé et de la Famille (DSF) ministère de la santé

Maimouna BARRY/TOURE	Responsable des DSSR au Secrétariat Technique chargée de l'Accélération de la Transition Démographique (STATD) du ministère de la Santé
Dr Issa KABORE	Médecin en santé public, chercheur à l'institut de Recherche pour la Santé et le Développement (RESADE)
Eugenie OUARE	Membre du Centre pour la gouvernance et la démocratie représentant du secteur privé
Arthur Armand DABONE	Président du Réseau des jeunes Ambassadeurs pour la Santé de la Reproduction (SR) et la planification familiale au Burkina Faso (RAJSR/PF BF)
Etienne KOULA	Responsable du plaidoyer et de la Communication à SOS Jeunesse et Défis

2. Brève revue de l'Etat des lieux des droits Sexuels et reproductifs au BURKINA FASO

En Afrique de l'Ouest francophone, une personne sur 3 est jeune. Le Burkina Faso à l'instar des autres pays Ouest Africains a une population majoritairement jeune. Cette jeunesse est confrontée à de nombreux problèmes de santé parmi lesquels nous avons la santé sexuelle et reproductive. En effet, la santé sexuelle des jeunes est marquée d'une part par des grossesses non désirées, des avortements clandestins ou illégaux, des maladies sexuelles, le VIH / SIDA, et d'autres parts par des troubles mentaux dus à la consommation de stupéfiants qui affectent leur santé sexuelle, des violences sexistes, du harcèlement sexuel, etc. Cette situation s'est empirée avec la crise sécuritaire qui mine le pays depuis 2016 et celle sanitaire depuis 2019. Plusieurs domaines des DSSR ont été affectés par la crise, notamment l'accès à l'information sur les DSSR, l'accès aux services de DSSR, la promotion et la protection des droits des femmes. En plus de cela, la violence basée sur le genre a augmenté en raison de la crise sécuritaire et sanitaire qui compliquent l'accès aux

SOS JEUNESSE ET DÉFIS

01BP2186 Ouagadougou 01 Burkina Faso
 Tel : 25-47-13-54/ 70-12-13-92
 E- Mail: sdefis5@yahoo.fr
www.sosjd.org

HOSTED BY:



**Ensemble,
 nous relevons les défis !**

sosjd.org Together,
 we take up the challenges!

infrastructures sanitaires. Cela a augmenté le taux de grossesses non désirées chez les jeunes, causées par l'insuffisance d'information et de soins pendant cette période. L'[UNFPA](#) dans son rapport sur l'impact de la COVID sur les DSSR au Burkina, a montré que la crise a limité l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, exposant les femmes et les jeunes filles à certains défis liés aux droits sexuels et reproductifs car les déplacements internes des populations sont à l'origine de plusieurs violences basées sur le [genre](#). Le Burkina Faso a une bonne formation juridique en matière de DSSR. En effet, en plus de ses règlements nationaux sur la protection des jeunes et des femmes, le pays a adopté et ratifié de nombreuses lois régionales et internationales qui promeuvent les DSSR des jeunes. De plus, de nombreux efforts sont faits par le gouvernement et ses partenaires pour améliorer la santé sexuelle et reproductive des populations en générale et celle des jeunes en particulier. Cependant beaucoup d'efforts restent à faire, en matière d'application des lois et aussi des actions sur le terrain dans ce contexte caractérisé par l'insécurité grandissante. C'est à cet effet que la communauté de pratique tout en analysant le contexte actuel des DSSR au Burkina, formule des recommandations qui viseront à améliorer l'accès à l'information de qualité sur les DSSR et qui seront prises en compte lors de la conférence de cocréation de Share-Net International sur la traduction des connaissances.

3. Recommandations de la communauté de pratique

La communauté de pratique du Burkina Faso a formulé aux termes de ses réflexions, un certain nombre de recommandations pour l'amélioration de l'accès aux informations de qualité sur les DSSR. Ces recommandations peuvent être regroupées selon trois niveaux : politique, communautaire et social, implication des jeunes, recherche et documentation.

3.1. Recommandations au niveau politique

En vertu des droits de l'homme, les États ont l'obligation de fournir une information et une éducation complète aux adolescents. L'accès à l'information sur la sexualité fait partie de l'obligation essentielle des États à assurer le respect du droit à la santé sexuelle et reproductive. Ce qui signifie que l'Etat doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le droit à l'information de qualité sur la sexualité pour les populations. Malgré l'existence de ces droits, des lacunes dans l'accès à l'information de qualité sur les DSSR persistent. C'est pourquoi la CDP préconise de :

- Rendre les politiques de DSSR plus sensibles aux jeunes, mais aussi à l'ensemble de la population en général en adoptant des stratégies qui permettent d'atteindre les jeunes et adolescents.
- Exploiter davantage les résultats des recherches dans le processus d'élaboration des textes, politiques et programmes.
- Faciliter l'appropriation des politiques DSSR par les jeunes/ados et population en général. Cela implique la prise en compte des stratégies de diffusion adaptées à chaque cible. On note qu'au Burkina Faso de nombreux jeunes ne sont pas encore informés de l'existence des politiques qui garantissent leur DSSR, ce qui les empêche de les revendiquer.
- Promouvoir l'appropriation des politiques nationales par les autorités, en particulier les répondants du pays à l'ONU pour leur permettre d'être en phase avec les politiques nationales.

Le Burkina a adopté et ratifié des lois au niveau régional ou international pour la protection et le bien-être de sa population. Malheureusement, il persiste des insuffisances dans l'application de ces lois. Il convient alors de :

- Plaider pour l'adoption des textes d'application des conventions et traités internationaux que le Burkina a ratifiés et plaider également pour des politiques et des pratiques d'information qui prennent en considération les jeunes touchés par la crise humanitaire qui sont coupés de la bonne information.
- Mieux prendre en compte les groupes les plus vulnérables au sein des adolescents et jeunes dans les politiques en tenant également compte des inégalités de genre.

3.2. Recommandations sur le plan social et communautaire

La communauté elle-même joue un rôle clé dans l'amélioration des DSSR au Burkina, en particulier l'accès à l'information. Elle est d'une part une partie prenante, et d'autre part un bénéficiaire des actions sur la promotion des DSSR. Son implication peut contribuer à assurer un

meilleur accès à l'information sur les DSSR. La communauté de pratique recommande par conséquent de :

- Effectuer des diagnostics communautaires afin de définir des politiques et des stratégies appropriées en matière droits sexuels et reproductifs pour assurer un grand impact des interventions.
- Assurer une bonne coordination des initiatives communautaires visant à promouvoir les DSSR des jeunes. Les actions ont plus d'impact lorsqu'elles sont coordonnées et dirigées vers un objectif donné et spécifique.
- Mieux tenir compte des besoins de groupes spécifiques, y compris des jeunes filles et garçons de façon adaptée. En effet, les politiques nationales ne définissent pas clairement des stratégies pour adresser les besoins des groupes spécifiques. Les personnes en situation d'handicap, les personnes vivant dans des zones rurales, les personnes déplacées, ne sont pas parfois prises en compte dans les politiques et pratiques de DSSR car les formats des contenus ne sont pas toujours adaptés à ces groupes spécifiques. Il faut donc s'attaquer à ce problème afin d'être plus inclusif dans les actions.
- Continuer la mobilisation communautaire pour favoriser un environnement propice à la promotion des DSSR.
- Promouvoir les connaissances et pratiques endogènes/traditionnelles existantes favorables aux DSSR.
- Documenter les meilleures pratiques pour faciliter la réplication. On note que de nombreux efforts sont déjà déployés à l'échelle nationale pour promouvoir les DSSR, il est alors important de les capitaliser.
- Mettre l'accent sur la communication parent-enfant et initier des cadres de concertation avec les parents. Dans le contexte du Burkina Faso la sexualité reste un tabou, il est rare de voir un parent discuter de sexualité avec ses enfants. Cette situation s'est empirée avec l'instabilité sociale où les parents sont plus attachés au retour de la sécurité qu'à l'information sur la sexualité. Ces jeunes sont donc contraints à chercher des informations ailleurs, entre paires, à travers les réseaux sociaux qui parfois ne disposent pas de la vraie et bonne information.

- Transcrire les messages dans des langues locales et compréhensibles pour faciliter également l'accès à l'information pour tous sans aucune discrimination, car les informations disponibles ne sont pas adaptées à tous les profils des jeunes. Elles sont soit numérisées, soit écrites en langues étrangères (Français). Cela limite l'accès pour ceux qui ne sont pas instruits et ceux qui travaillent dans le secteur informel.

3.3. Recommandations sur la participation des jeunes

Les jeunes eux-mêmes sont des auteurs du changement. Leur participation est plus que pertinente dans de nombreux domaines et aussi en matière d'accès à l'information car ils sont les plus concernés et devraient participer à la prise de décision les concernant. Pour cela, la communauté de pratique nationale recommande de :

- Favoriser la mise en œuvre d'initiatives de jeunesse par des jeunes ou des organisations de jeunesse, afin que les jeunes soient les leaders de leur propre changement, que ce soit dans les DSSR ou dans leur vie en générale, en particulier dans un contexte sanitaire et humanitaire difficile.
- Nous notons aussi que les jeunes ont leur propre monde qui n'est pas nécessairement celui du reste . On le remarque avec le développement du numérique qui fait partie de l'identité de la jeunesse moderne, très attachée au digital. Il est alors important de prendre en considération ces canaux lors de la traduction des connaissances.
- Prendre en compte les besoins des jeunes en matière de DSSR dans la formulation des stratégies relatives à l'application des connaissances.
- Inclure les jeunes dans les différents niveaux des sphères décisionnelles en matière de DSSR.
- Promouvoir le document sur l'éducation à la vie familiale pour les jeunes et aussi pour toutes les parties prenantes nationales sur les DSSR au Burkina Faso.

Le Burkina Faso est en phase d'élaboration des documents nationaux sur l'éducation à la vie familiale (éducation complète à la sexualité), compte tenu de l'importance de ces documents, il est important

- D'assurer une large diffusion des modules sur l'éducation à la vie familiale aussi bien pour les jeunes que pour toutes les parties prenantes.
- Prendre en compte l'environnement non scolaire, compte tenu du faible taux d'alphabétisation mais aussi du secteur informel.
- Prendre en compte les zones à fort défis sécuritaires ou les besoins non satisfaits parmi les jeunes vivant dans les zones affectées sont de plus en plus croissants. En rappel, le pays est confronté à une instabilité sécuritaire caractérisée par des attaques terroristes qui affectent la sécurité de la population. De nombreux droits de l'homme ne sont pas parfois respectés dans ce contexte.

3.4. Recommandation pour la recherche et la documentation

La recherche est importante pour le suivi et l'évaluation des projets et des programmes ; elle est également utilisée pour comprendre, documenter les questions de santé sexuelle et mesurer l'impact des actions de DSSR. Nous remarquons également qu'elle est une composante essentielle en matière d'information et de connaissance. Au Burkina, la recherche sur les DSSR n'est pas encore très développée car, certains sujets sensibles des DSSR restent difficiles à aborder. En plus de cela, les connaissances de recherche ne sont pas suffisamment capitalisées et partagées avec la communauté, en raison de l'insuffisance des cadres nationaux de partage des connaissances et de résultats de recherche. Les membres recommandent alors de :

- Stimuler et encourager l'émergence et une plus grande valorisation des jeunes chercheurs dans le domaine des DSSR à travers des mesures incitatives comme par exemple le financement des thèmes pertinents de recherche et l'institution d'un taux de préférence pour les chercheurs jeunes dans le cadre de la réalisation des études.
- Faciliter l'accès des jeunes et des adolescents aux résultats de la recherche en tenant compte du discours et du format utilisés et aussi de leurs aptitudes spécifiques (instruction, handicap, ...)
- Capitaliser les bonnes pratiques en matière de DSSR principalement sur l'information sur les DSSR.

- Prendre en compte la documentation de recherche et la capitalisation dans la formulation des actions, ou tout autre domaine des DSSR car la composante de la capitalisation n'est parfois pas prise en compte par les acteurs
- Mener plus d'activités visant à identifier les besoins, les questions prioritaires de recherche, les obstacles à l'information sur les DSSR afin de combler les lacunes.
- Réaliser d'avantage d'études exploratoires sur les connaissances et les perceptions des DSSR par les populations pour mieux mesurer l'impact de ces perceptions sur les droits sexuels afin d'affiner les stratégies.
- Etablir une cartographie des instruments juridiques relatifs aux DSSR au Burkina Faso
- Réaliser une revue documentaire et littéraire pour faire l'état des lieux sur les évidences en matière de DSSR
- Renforcer les interventions pour le changement de comportement en exploitant les canaux appropriés à chaque contexte.

4. potentiels Utilisateurs des produits de connaissances

Utilisateurs Directs	Jeunes
	Écoles
	Institut de recherche
	Communauté
Utilisateurs indirects	Médias
	Gouvernement
	Partenaires(plaidoyer)

5. Etude de cas d'une organisation intervenant dans les DSSR

5.1. Présentation de la CAPSSR-BF

La communauté d'Action pour la Promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive (CAPSSR) est une organisation Burkinabè créée en 2015 et reconnue officiellement en 2018 par l'Etat Burkinabè.

Elle intervient dans la promotion de la santé sexuelle et reproductive des populations au Burkina Faso. Elle est une coalition de plus de 35 organisations travaillant dans le domaine de la promotion de la Santé de la Reproduction et pour la Promotion des Droits en Santé Sexuelle et Reproductive de façon générale. Cette volonté de sa création fait suite à la difficulté de disposer d'un interlocuteur national pour répondre au besoin de plaider par rapport à certaines thématiques telles l'avortement sécurisé, l'effectivité des droits en santé sexuelle et santé de la reproduction et le respect par le gouvernement des engagements nationaux et internationaux tel le protocole de [MAPUTO](#). La CAPSSR-BF dispose d'un plan stratégique, d'un plan de communication et d'un plan de mobilisation de ressources. L'organisation a pour vision «la construction d'une société dans laquelle les femmes et les hommes jouissent équitablement de leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive ». Et comme mission, la CAPSSR entend contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive à travers la lutte contre les violences basées sur le genre et l'effectivité de l'avortement dans les cas et conditions prévus par la loi ». L'une des particularités de la CAPSSR au Burkina est qu'elle est la référence au niveau du Burkina en matière de promotion de l'interruption sécurisée de grossesse selon la loi, inscrit également dans le protocole de Maputo.

5.2. Objectifs de la CAPSSR-BF

La CAPSSR-BF poursuit les objectifs suivants :

- Promouvoir les droits en matière de SSR ;
- Contribuer à améliorer le cadre juridique relatif à la SSR ;
- Contribuer à améliorer le cadre juridique relatif à l'avortement ;
- Contribuer à l'effectivité de l'accès à l'avortement
- Contribuer à éliminer les différentes formes de violences basées sur le genre ;
- Influencer les politiques nationales en faveur de la SSR, des conditions légales de l'avortement et de la lutte contre les Violences Sexuelles Basées sur le Genre au Burkina Faso.
- Capitaliser/documenter et vulgariser les bonnes pratiques, les leçons apprises et autres formes de recherches en matière de SSR

- Contribuer à l'effectivité de l'accès à la santé sexuelle et reproductive des jeunes et des adolescents

5.3. Domaines d'interventions

Les domaines d'interventions de la CAPSSR-BF sont les suivants :

- Santé de la Mère et de l'Enfant
- Planification Familiale (PF)
- Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes (SSRAJ)
- Violences basées sur le genre

5.4. Moyens d'actions

La CAPSSR-BF entend utiliser les moyens d'actions suivants pour accomplir sa vision :

- Le plaidoyer pour influencer des politiques publiques en matière de SSR
- Le renforcement de capacités des membres et des bénéficiaires
- La vulgarisation des textes juridiques relatifs à la SSR
- La capitalisation et la documentation des bonnes pratiques, leçons apprises et autres formes de recherches sur matière de SSR

5.5. Groupes techniques

La CAPSSR-BF a six groupes techniques, regroupés autour des thématiques suivantes :

- Plaidoyer, lobbying
- Capitalisation, documentation
- Sensibilisation, promotion et vulgarisation des droits relatifs à la SSR
- Recherche de financements
- Groupes de pression (groupe des champions)

L'objectif de ces groupes techniques est de Contribuer à améliorer les connaissances des cibles de la CAPSSR-BF sur la SSR, les conditions légales de l'avortement et les Violences basées sur le genre.

5.6. Organisations membres de la CAPSSR

La CAPSSR travaille en collaboration avec plusieurs autres organisations avec lesquelles elle partage les mêmes visions en matière de promotion des droits sexuels et reproductifs des populations. Ces organisations sont entre autres :

- **ABBEF** : Association Burkinabé pour le Bien Être Familiale
- **ABSFM** : Association Burkinabé des Sage-Femmes et Maïeuticiens
- **AEMB** : Association des Etudiants en Médecine du Burkina Faso
- **AJC/PD** : Association des Journalistes et Communicateur pour le Développement
- **APAC** : Association des Professionnelles Africaine de la Communication
- **BURCASO** : Conseil Burkinabé des Organisations de Développement Communautaires
- **FEPDAH** : Fondation pour l'Etude, la Promotion des Droits de l'Homme et du Développement en Afrique
- **IPDDH/BF** : Initiative pour le Développement Durable et des Droits Humains au Burkina Faso
- **JAPF** : Jeunes Ambassadeurs pour le Planning Familial
- **ONG ASMADE**
- **ONG VISION PLURIELLE**
- **OSDJ** : Observatoire Stratégique du Développement par la Jeunesse
- **RAJS** : Réseau Africain Jeunesse et Santé du Burkina Faso
- **SOGO** : Société de Gynécologues et obstétriciens du Burkina
- **SOSJD** : SOS Jeunesse et Défis

5.7. Activités menées par la CAPSSR dans le cadre de la promotion des DSSR

La CAPSSR dans le cadre de la mise en œuvre de ses projets a réalisé beaucoup d'activités pour l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des populations. Le résumé de quelques activités se présente comme suit :

- Renforcement des compétences de 30 acteurs judiciaires (OPJ) et de 60 acteurs extra judiciaires (agents de santé et agents sociale) sur les DSSR
- Renforcement des capacités de 10 leaders communautaires, de 10 leaders religieux, de 10 leaders coutumiers et de 30 acteurs de la société civile en 2 sessions de 2 jours chacune sur la clarification des valeurs sur l'avortement sécurisé selon la loi.
- Activités d'information et causeries éducatives organisées pour un changement de perception sur la problématique de l'avortement au Burkina Faso,
- Appui à l'organisation d'un panel sur le thème : « l'avortement est un soin de santé » pour commémorer la journée internationale de l'avortement sécurisé,
- Mise en place 3 pools régionaux de journalistes et d'activistes (30 personnes soit 10 par région) engagées pour l'accès des femmes à l'avortement sécurisé
- Mise en place un comité de synthèse de rencontre et d'élaboration d'argumentaire de plaidoyer pour la prise en compte des dispositions du nouveau code pénal de 2018 et du Protocole de Maputo en matière d'accès des femmes à l'avortement sécurisé dans la loi SR
- Soutien à la réalisation de 600 causeries débats sur des thèmes en lien avec les droits des femmes et des filles au profit de personnes dont des jeunes, des femmes, des personnes déplacées et des personnes handicapées
- Elaboration une cartographie nationale des opposants par rapport aux Violences Basées sur le Genre
- Etc.

5.8. Exemples de bonnes pratiques réalisées par la CAPSSR et quelques Défis rencontrés

En trois années d'activités, la CAPSSR-BF s'est positionnée comme un acteur important dans le domaine de la promotion des DSSR au Burkina Faso. Elle a su profiter de ces projets pour mieux se structurer et s'organiser. Ce qui lui a permis de capitaliser des exemples de bonnes pratiques dans la promotion des DSSR. On note essentiellement, l'implication des acteurs de la justice (magistrats) et des parlementaires dans les activités de plaidoyer pour plus d'impact dans le vote et l'application des lois en matière de DSSR. L'implication des hommes de médias et communicateurs dans les activités de promotion des DSSR, la vulgarisation de certains textes et

lois sur la santé de la reproduction, la promotion des femmes et des jeunes considérés comme les premiers bénéficiaires des actions de promotion des droits sexuels et reproductifs, etc. A l'instar des autres organisations Burkinabès, la CAPSSR a aussi rencontré des défis liés à la pandémie de la COVID19 mais aussi à la situation sécuritaire du pays. Cela a ralenti la mise en œuvre de certaines activités compte tenu de la restriction causée par le confinement, mais compte tenu du dynamisme de son équipe, elle arrive à travailler malgré la situation sanitaire et sécuritaire.

Conclusion

Aux termes des réflexions engagées par la communauté de pratique du Burkina Faso sur « l'accès à l'information de qualité sur les DSSR dans un contexte d'insécurité », un certain nombre de recommandations ont pu être formulées. Ces recommandations sont axées sur les politiques, la communauté, la recherche, la documentation et la participation des jeunes. En effet, le contexte des DSSR, grâce aux efforts de toutes les parties prenantes, s'améliore progressivement au Burkina Faso. Néanmoins, de nombreux efforts restent à fournir dans différents domaines afin d'assurer aux jeunes un plein accès à l'information sur les DSSR. Les jeunes demeurent au cœur de l'action, car ils constituent l'un des plus importants éléments dans la synergie d'actions des parties prenantes. La synergie d'action est une clé indispensable pour aboutir à des résultats reconnus et acceptés de tous. La communauté de pratique en est un exemple car elle a réuni de nombreux intervenants de profil différent autour d'une question importante des DSSR. Nous espérons que les résultats des travaux de la communauté de pratique inspireront les actions des différentes parties prenantes afin d'améliorer l'accès à l'information de qualité sur les DSSR en général, et pour les jeunes Burkinabè en particulier.